



Revue de presse



Mardi 19 Décembre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Projet de loi portant règlement budgétaire 2021: le budget exécuté à 91%](#)



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a affirmé, lundi à Alger, que le projet de loi portant règlement budgétaire pour 2021, élaboré dans le cadre des réformes liées à la maîtrise des dépenses publiques à moyen terme, avait révélé un taux d'exécution du budget de 91,69 % comparativement aux estimations de la loi de finances complémentaire (LFC) de la même année.

Projet de loi portant règlement budgétaire 2021 : le budget exécuté à 91 %



Le ministre des Finances, Laaziz Faid a affirmé, hier à Alger, que le projet de loi portant règlement budgétaire pour 2021, élaboré dans le cadre des réformes liées à la maîtrise des dépenses publiques à moyen terme, avait révélé un taux d'exécution du budget de 91,69 % comparativement aux estimations de la Loi de finances complémentaire (LFC) de la même année.

Préservation du pouvoir d'achat des Algériens : Une question d'une extrême importance pour le président

Depuis son élection à la tête du pays, le Président Tebboune n'a eu de cesse de rappeler la nécessaire préservation du caractère social de l'État algérien et du pouvoir d'achat des Algériens, qu'il a toujours qualifié de ligne rouge.

Kamel Khafach, expert économique : «Les mesures prises entraîneront une amélioration profonde, progressive et continue»

Le Dr Kamal Khafach, économiste et professeur de sciences économiques, affirme, à El Moudjahid, que les nombreuses mesures décidées par le président de la République, tant sur le plan économique que social, entraîneront une amélioration profonde, progressive et continue du niveau de vie des citoyens. D'autant plus qu'il s'agit, selon lui, de mesures courageuses entamées depuis la pandémie et qui se poursuivent encore aujourd'hui, en vue de protéger le front social.



Projet de loi portant règlement budgétaire 2021 : Le budget exécuté à 91 %

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a affirmé, lundi à Alger, que le projet de loi portant règlement budgétaire pour 2021, élaboré dans le cadre des réformes liées à la maîtrise des dépenses publiques à moyen terme, avait révélé un taux d'exécution du budget de 91,69 % comparativement aux estimations de la loi de finances complémentaire (LFC) de la même année.



Le 19 décembre 2019, Abdelmadjid Tebboune investi Président : Engagements tenus

En cette fin de matinée du 19 décembre 2019, jour de l'investiture du nouveau président de la République, élu une semaine avant avec 58% ,13 des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle, les Algériens ont eu la certitude que leur pays, qui sortait d'une zone de turbulence, s'apprêtait à la faveur de l'investiture d'Abdelmadjid Tebboune à inaugurer une nouvelle ère dans son histoire.



[Adrar : Saisie de quantités importantes de produits pyrotechniques](#)

Les services des douanes ont procédé, dans le cadre de la lutte contre la contrebande, à la saisie de quantités importantes de produits pyrotechniques, indique, lundi, un communiqué de la Direction générale des douanes (DGD).



[Finances : Le projet de loi portant règlement budgétaire 2021 exécuté à 91%](#)

Elaboré dans le cadre des réformes liées à la maîtrise des dépenses publiques à moyen terme, le projet de loi portant règlement budgétaire pour 2021, « avait révélé un taux d'exécution du budget de 91,69 % comparativement aux estimations de la loi de finances complémentaire (LFC) de la même année », selon le ministre des Finances.



[Ghar Djebilet, mine de zinc- plomb d'Amizour, start-up, énergies renouvelables...](#)

[La «révolution économique» en marche](#)

Depuis son investiture le 19 décembre 2019, Abdelmadjid Tebboune a refaçonné le visage économique de l'Algérie.

L'année 2023 s'achève sur un constat: la consolidation des acquis sociaux. Ce qui ne peut occulter les avancées notoires de nombreux secteurs laissés en jachère ou carrément ignorés depuis pratiquement l'accession du pays à l'indépendance. Sa gestion reposant essentiellement sur la rente pétrolière.

Dépenses budgétaires pour 2021 : Faïd révèle le taux de consommation

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a déclaré, ce lundi, que le Projet de loi de règlement du budget pour l'année 2021, axé sur les réformes visant à contrôler les dépenses publiques à moyen terme, révèle que le taux de consommation des dépenses budgétaires atteint 91,69 %, comparé aux estimations de la Loi de finances complémentaire (LFC), de la même année.



Le CPA investit dans le capital d'Alliance Assurances

Le crédit populaire d'Algérie (CPA), l'une des deux banques publiques sélectionnées par l'Etat propriétaire pour une privatisation partielle en bourse, vient d'acquérir 350.000 actions d'Alliance Assurances, portant ainsi sa prise de participation à près de 7,8% du capital de ladite compagnie.

L'opération peut être tout à fait banale sous d'autres cieux, où les usages boursiers sont pour ainsi dire monnaie courante, mais à l'échelon de la sphère économique domestique, elle revêt un caractère quelque peu particulier, en ceci qu'elle peut être annonciatrice d'une dynamisation à venir du marché financier local.



Le FNI entre dans le capital de PCPA Stellantis-Fiat

Le Fonds National d'Investissement (FNI) a officialisé son entrée au capital de PCPA (Stellantis-Fiat) le 12 décembre 2023, selon une annonce faite ce lundi par le Fonds. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la volonté du FNI de contribuer au développement de l'industrie automobile en Algérie, comme indiqué dans un post sur LinkedIn, bien que les détails spécifiques n'aient pas été divulgués.

مشروع قانون تسوية الميزانية 2021: نسبة استهلاك النفقات فاقت 91 بالمائة

أفاد وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة، أن مشروع قانون تسوية الميزانية لسنة 2021، الذي تم إعداده من منظور الإصلاحات المتعلقة بالتحكم في النفقات العمومية على المدى المتوسط، أظهر أن نسبة استهلاك نفقات الميزانية بلغت 91ر69 بالمائة، مقارنة بتقديرات قانون المالية التكميلي لنفس السنة.

الجمهورية

مشروع قانون تسوية الميزانية 2021: نسبة استهلاك النفقات فاقت 91 بالمائة

أفاد وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة، أن مشروع قانون تسوية الميزانية لسنة 2021، الذي تم إعداده من منظور الإصلاحات المتعلقة بالتحكم في النفقات العمومية على المدى المتوسط، أظهر أن نسبة استهلاك نفقات الميزانية بلغت 91ر69 بالمائة، مقارنة بتقديرات قانون المالية التكميلي لنفس السنة.



الذكرى الرابعة لأداء رئيس الجمهورية اليمين الدستورية

التزامات تتجسد في الجزائر الجديدة

تحل اليوم، الذكرى الرابعة لأداء رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، اليمين الدستورية في 19 ديسمبر 2019، أحدث خلالها تغييرات نوعية في عدة مجالات استجابة لمطالب الحراك الشعبي، التي تركزت على إحداث قطيعة مع النظام البائد وإصلاحات شاملة مست مختلف مناحي الحياة، مثلما وعد بذلك في برنامج الرئاسي والتزاماته التي أدرجها في إطار إرساء معالم الجزائر الجديدة.

معددا فضائل انضمام الجزائر إلى منطقة التبادل الإفريقية.. المحلل بورزامة

رؤية استراتيجية للرئيس تبون للانفتاح على الأسواق الجديدة

أكد المحلل السياسي والباحث الأكاديمي، مصطفى بورزامة، أن انضمام الجزائر إلى منطقة التبادل الحر الإفريقية تعكس الرؤية الاستراتيجية العميقة جدا لرئيس الجمهورية، الذي يسعى للانفتاح على الأسواق الجديدة بالاعتماد على الاقتصاد المنتج، من خلال إبرام عدة شراكات خاصة في ظل المشاريع الواعدة التي تزخر بها الجزائر، على غرار غارا جبيلات بالجنوب ومشروع إنتاج الفوسفات بشرق الوطن

ASF/CNEP-Banque

Signature d'une convention portant affectation d'une tour à Alger pour abriter les Start-ups

Le Fonds algérien des Start-ups (ASF) et la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque) ont signé avant-hier une convention portant affectation d'une tour à Alger pour abriter les Start-ups.

La convention a été signée entre le Directeur général de la CNEP-Banque, Samir Tamrabet et le Directeur général de l'ASF, Okba Hachani, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faid et du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, et ce, en marge de la Foire de la Production algérienne au Palais des expositions (Alger).

En vertu de cette convention, la Tour numéro 17 située dans la cité des 554 logements, El Djawhara (Hamma-Belouizdad), propriété de la CNEP-Banque, sera exclusivement mise à la disposition du Fonds « ASF » pour abriter les Start-ups.

Selon les explications fournies lors de la cérémonie de signature, ladite Tour se compose de 17 étages, sur une superficie globale de 10.000 m² et comprend des installations nécessaires et adaptées aux activités des Start-ups. En plus des espaces dédiés à l'hébergement des Start-ups, cette tour « moderne»

comprend des centres de modélisation, des accélérateurs de Start-ups, ainsi que le nouveau siège de l'ASF et des espaces d'exposition et de détente. De son côté, M. Oualid a affirmé que l'objectif de cette initiative était de fournir un espace commun dédié aux Start-ups pour les aider à bénéficier amplement de l'accompagnement et du soutien, en tant que vitrine pour ces entreprises au niveau national et international. Soutenant que cette tour fera office de pôle technologique, il a indiqué que cette initiative sera généralisée à d'autres wilayas. Pour sa part, M. Faid a salué cette initiative et encouragé les autres institutions financières à entreprendre de telles démarches qui pourraient créer une dynamique et un environnement propices à l'innovation et à l'entrepreneuriat, ce qui contribuera positivement au développement économique. Il a souligné, à ce propos, la grande importance des Start-ups dans la promotion de l'investissement, l'ouverture de nouveaux horizons et opportunités d'emploi, notamment pour les jeunes, outre leur rôle majeur dans la modernisation et le développement des services financiers. Le ministre a également souligné que « l'Algérie, aspire à travers

sa nouvelle stratégie économique à créer un éco-système solidaire et solide visant à renforcer et à diversifier les outils destinés à la création et à l'accompagnement des Start-ups ». L'objectif, a-t-il poursuivi, est que ces Start-ups soient le moteur principal qui conduit la transition économique de l'Algérie vers un modèle qui s'appuie sur plusieurs secteurs économiques et qui repose sur de forts investissements dans le domaine de la connaissance et des technologies.

Dans son allocution, le Directeur général de l'ASF a estimé que « cette tour aura un rôle fondamental dans le renforcement de l'éco-système de l'entrepreneuriat et de l'innovation en Algérie », indiquant que cette initiative s'inscrit dans le cadre de sa mission de soutien à l'innovation et à la croissance des Start-ups algériennes. Quant au DG de la CNEP-Banque, il a affirmé que cet accord reflète le souci des deux parties de promouvoir le développement durable de l'environnement entrepreneurial en Algérie, en soutenant et en encourageant les Start-ups à leurs débuts, ce qui contribuera positivement au développement économique en Algérie.

Manel Z

Pourquoi nous soutenons M. Tebboune ?

Suite de la Une

Cependant, quelques éclairs de lumière ont ponctué ce règne de médiocrité et d'immoralité, des moments de lucidité et de choix courageux allant à l'encontre des magouilles politiques et des errements économiques. Parmi ces moments, il y a eu l'exceptionnel passage de M. Tebboune au poste de Premier ministre en mai 2017. Ces quelques mois ont montré sa volonté de mettre fin au pouvoir de l'oligarchie et sa capacité à redresser l'État face à une économie ravagée par les ambitions démesurées des riches détenteurs du pouvoir réel. C'est dans ce contexte, et en l'absence d'un président effacé par la maladie, que l'oligarchie, consciente des risques qu'elle encourait avec cet homme, a déployé tout son génie pour comploter afin de le faire partir.

Le Hirak et ses promesses

M. Tebboune, en fin connaisseur d'une administration dont il maîtrisait les rouages, a quitté son poste la tête haute. En le soutenant contre cette horde de prédateurs, nous nous sommes, une fois de plus, retrouvés du



Photo: DR

matrices ont été prises sur le plan économique, permettant à l'État de résister et de relever les défis, alors que les mêmes voix de rancœur et de trahison prédisaient l'effondrement imminent de l'Algérie.

La lumière dans les «zones d'ombre»

La crise est désormais derrière nous et nous pouvons même apprécier les avancées sociales réalisées malgré la récession. Ce n'est pas un miracle, mais le résultat d'une gestion efficace et rationnelle de l'État, qui a récupéré ses ressources et les a redistribuées au peuple. Une nouvelle politique a été mise en place en faveur des «zones d'ombre», une indem-

nostacles à une vie partisane normale. Mais les partis politiques sont largement ignorés par les médias publics et privés. Il faut qu'un de leurs leaders rencontre le président de la République pour que cela soit médiatisé.

Retour du non-alignement

Nous espérons qu'à l'occasion de cet anniversaire, des intellectuels et des internautes que nous considérons comme injustement incarcérés, seront libérés et que télévision, presse écrite et médias électroniques s'intéresseront plus et mieux aux activités partisanes sans lesquelles il est illusoire de parler de démocratie.

Mais plus tard, grâce au Hirak et à une nouvelle élection présidentielle destinée à combler rapidement le vide institutionnel, M. Tebboune a été élu président de la République. Pour nous, pour de nombreux Algériens, ce choix était le bon pour le pays. Cependant, la conjoncture économique était sombre et les périls persistaient sur le front politique.

Le risque subsistait de voir les «printanistes» pousser le Hirak vers l'option Soros et sa révolution «colorée», qui aurait engendré le chaos et la destruction de l'Algérie indépendante. Parallèlement, les difficultés se sont intensifiées pour le nouveau président avec l'arrivée de la pandémie de Covid-19. Celle-ci a provoqué la paralysie de tous les secteurs d'activité, entraînant une aggravation immédiate de la crise socio-économique.

Pour faire face à ces nombreux défis et remonter la pente, il fallait prendre des décisions courageuses et faire les bons choix politiques et économiques. Progressivement, l'État a retrouvé son rôle de guide et de défenseur des intérêts nationaux. Il s'est attelé à assainir le secteur économique en limitant les importations excessives qui entraînaient une fuite de devises. Il a mis un terme aux industries trompeuses qui se contentaient d'un simple assemblage sans réelle intégration nationale. Il a exigé que ces industries augmentent leur taux d'intégration et produisent davantage et de meilleure qualité pour remplacer les produits importés. D'autres mesures sal-

et les salaires ont été augmentés. Cette amélioration dans le domaine social a été réalisée malgré la crise sanitaire de Covid-19 et les difficultés économiques héritées de l'oligarchie.

Ces choix ont permis de rétablir l'Algérie en tant que République populaire et démocratique, même si la démocratie n'est pas encore parfaite. Officiellement, l'explication de ces dysfonctionnements du système démocratique réside dans la priorité accordée au renforcement du front intérieur face aux ennemis qui attaquent l'Algérie avec ses propres citoyens. Ces forces qui cherchent à affaiblir l'Algérie en raison de son soutien aux causes justes ont abandonné l'option militaire et misent sur l'instabilité du front intérieur. Elles cherchent à provoquer des contestations et même une insurrection. Cependant, les observateurs avisés soulignent que la meilleure protection réside dans l'ouverture du champ politique intérieur, une démocratisation réelle et un fonctionnement plus équilibré de la justice. À ce titre, j'ai déjà dénoncé ici même les excès de la justice algérienne qui envoie en prison des intellectuels ou de simples internautes qui critiquent les institutions. Toujours attachés à la liberté d'expression, nous espérons un meilleur traitement des affaires liées aux délits de presse et à l'expression sur les réseaux sociaux. Sur le plan politique, comme mentionné précédemment, on nous explique souvent que les impératifs liés à la sécurité intérieure et les défis économiques urgents ont été les principaux

M. Tebboune est largement positif. Même les étrangers le reconnaissent : le pays a changé radicalement et pas seulement sa vitrine. Il a changé de Sidi Abdallah à Tamanrasset.

En ce qui concerne la politique étrangère, il convient de souligner le recentrage opéré après le refus des BRICS d'intégrer l'Algérie. Ce réajustement a entraîné un réchauffement des relations avec l'Occident, sans pour autant affecter les solides liens avec la Chine et la Russie.

Boumediène était notoirement anti-impérialiste, mais il a paradoxalement développé des liens économiques avec les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et le Japon, en confiant la construction de nos usines clés à ces nations.

Cette realpolitik a déjà apaisé les relations franco-algériennes, normalisées celles avec l'Espagne, et ouvert de nouvelles perspectives avec les États-Unis. La crise au Niger a révélé un rapprochement entre l'Algérie et les États-Unis, soulignant leur convergence de vues sur la situation sahélienne. Notons que la mise en pause de la médiation algérienne au Niger a déclenché une réaction inhabituelle d'hostilité des États-Unis envers le nouveau pouvoir à Niamey, soulignant l'importance que ces derniers accordaient à l'initiative algérienne avortée.

L'Algérie maintient et renforce son soutien constant à la cause palestinienne. Face à l'agression sioniste à Gaza, le président Tebboune a appelé la communauté internationale à soutenir une plainte devant la

Par Maamar Farah

Cour pénale internationale, qualifiant les actions d'Israël de crimes contre l'humanité.

Une puissance régionale

En conclusion, nous pouvons affirmer que les mesures sociales ont été mises en place dans un contexte difficile, marqué par la crise sanitaire et les contraintes économiques héritées de l'oligarchie. Malgré cela, l'État a su faire preuve de résilience et de détermination pour améliorer les conditions de vie du peuple.

De plus, des actions concrètes ont été entreprises pour faire face aux défis économiques. L'État a œuvré à assainir le secteur financier et à encourager l'investissement local. Il a mis en place des incitations pour favoriser la création d'emplois et le développement des industries nationales. On le voit sur le terrain : les produits fabriqués localement remplacent peu à peu ceux importés.

Malgré les difficultés, des progrès significatifs ont été réalisés dans différents domaines. L'État a également lancé des programmes de développement pour les régions défavorisées, afin de réduire les inégalités et de favoriser une croissance

En somme, cette période a été marquée par des décisions courageuses et des choix politiques et économiques éclairés. L'État a su faire face aux défis, en mettant en place des réformes structurelles et en renforçant son rôle de défenseur des intérêts nationaux.

Il est important de souligner que ces avancées sont le fruit d'une gestion rigoureuse et d'une volonté politique de servir les intérêts du peuple algérien. Malgré les obstacles, l'Algérie continue d'avancer sur la voie du progrès et de la stabilité, grâce à des patriotes déterminés à relever les défis et à construire un avenir meilleur pour tous.

Espérons que cette dynamique positive se poursuivra, afin que l'Algérie puisse continuer à progresser sur tous les plans et à réaliser les aspirations légitimes du peuple. Sur le plan extérieur, le soutien aux causes justes est toujours de mise alors qu'une véritable politique de non-alignement est désormais en vigueur.

Ces résultats palpables ne peuvent être occultés que par ceux qui les voient à travers le prisme déformant de leurs tendances idéologiques ou simplement parce qu'ils ne veulent pas les voir. Pourtant, ces réalisations se reflètent déjà dans les classements internationaux où notre pays enregistre une avancée remarquable qui en fait déjà une puissance régionale avec laquelle il faudra compter en Méditerranée et dans les sphères africaine et arabe.

M. F.

مشروع قانون تسوية الميزانية 2001.. وزير المالية: نسبة استهلاك النفقات فاقت 91,69٪ ■ تحسين الأداء الحكومي في تسيير المالية العمومية



سنة 2020، أي انخفاض طفيف بـ0,67 نقطة من النسبة المئوية.

وفيما يخص النفقة الجبائية الناجمة عن المزايا الجبائية الممنوحة لبعض دافعي الضرائب إما لأسباب اجتماعية أو لحواجز اقتصادية، فقد بلغت 423,03 مليار دج سنة 2021 مقابل 379,89 مليار دج في سنة 2020، حسب الوزير.

وبلغت احتياطات الصرف 45,3 مليار دولار نهاية 2021، مسجلة زيادة بـ3,9 مليار دج مقارنة بتوقعات قانون المالية التكميلي لسنة 2021، حسب الوزير.

ونوه الوزير، خلال عرضه، بأن قانون تسوية الميزانية، الذي أعد في إطار القانون 84-17 المتعلق بقوانين المالية، يهدف، من خلال مراجعة الأساليب والإجراءات المالية المتبعة في تنفيذ الميزانية وإعداد التوقعات القصيرة والمتوسطة الأجل، إلى تحسين الأداء الحكومي في تسيير المالية العمومية.

أفاد وزير المالية، لعزیز فايد، أمس الاثنين، بالجزائر العاصمة، أن مشروع قانون تسوية الميزانية لسنة 2021، الذي تم إعداده من منظور الإصلاحات المتعلقة بالتحكم في النفقات العمومية على الأمد المتوسط، أظهر أن نسبة استهلاك نفقات الميزانية بلغت 91,69٪، مقارنة بتقديرات قانون المالية التكميلي لنفس السنة.

خلال جلسة استماع بلجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، قال فايد إن إنجازات نفقات الميزانية «بلغت مبلغا إجماليا بـ7.925,23 مليار دج، منه 5.450,44 مليار دج لنفقات التسيير، و2.474,78 مليار دج لنفقات التجهيز، أي بنسبة استهلاك بـ91,69٪ مقارنة بتقديرات قانون المالية التكميلي».

وأوضح الوزير، أن نفقات الميزانية عرفت ارتفاعا مقارنة بسنة 2020 قصد التكفل بالنفقات الإضافية المتعلقة بالأثار الناجمة عن جائحة فيروس كوفيد-19 والطلب الاستثماري للقطاعات وإعادة التنظيم الإقليمي وكذا البرنامج الاستدراكي الخاص لفائدة بعض الولايات، وكذا الدعم المالي للانتخابات التشريعية.

أما بخصوص إيرادات الميزانية، فأوضح أنها بلغت 5.900,63 مليار دج نهاية ديسمبر 2021، منها 3.973,58 مليار دج متعلقة بالموارد العادية

و1.927,05 مليار دج للجبائية البترولية، مسجلة زيادة قدرها 568,79 مليار دج، أي بـ10,67٪ مقارنة بالمبلغ المتوقع بموجب قانون المالية التكميلي.

من ناحية أخرى، قال فايد إنه «بدون الأخذ بعين الاعتبار مبلغ الجبائية البترولية واقتطاعات الضمان الاجتماعي، بلغت نسبة الضغط الجبائي 23,15٪ سنة 2021، مقابل 23,82٪ في

ضمن مشروع قانون تسوية الميزانية 2021.. فايد،

91 بالمائة نسبة استهلاك النفقات و423 مليار حوافز اقتصادية

طفيف بـ0,67 نقطة من النسبة المئوية. وفيما يخص النفقة الجبائية الناجمة عن المزايا الجبائية الممنوحة لبعض دافعي الضرائب إما لأسباب اجتماعية أو لحوافز اقتصادية، فقد بلغت 423,03 مليار دينار سنة 2021، مقابل 379,89 مليار دينار في سنة 2020 حسب الوزير الذي أشار إلى أن احتياطات الصرف بلغت 45,3 مليار دولار نهاية 2021، مسجلة زيادة بـ3,9 مليار دينار مقارنة بتوقعات قانون المالية التكميلي 2021.

ونؤه الوزير، إلى أن قانون تسوية الميزانية، الذي أعد في إطار القانون 84-17 المتعلق بقوانين المالية، يهدف، من خلال مراجعة الأساليب والإجراءات المالية المتبعة في تنفيذ الميزانية وإعداد التوقعات القصيرة والمتوسطة الأجل، إلى تحسين الأداء الحكومي في تسيير المالية العمومية.

التكفل بالنفقات الإضافية المتعلقة بالأثار الناجمة عن جائحة فيروس كوفيد-19 والطلب الاستثماري للقطاعات وإعادة التنظيم الإقليمي وكذا البرنامج الاستدراكي الخاص لفائدة بعض الولايات، والدعم المالي للانتخابات التشريعية. أما بخصوص إيرادات الميزانية، فأوضح الوزير أنها بلغت 5.900,63 مليار دينار نهاية ديسمبر 2021، منها 3.973,58 مليار دينار متعلقة بالموارد العادية و1.927,05 مليار دينار للجبائية البترولية، مسجلة زيادة قدرها 568,79 مليار دينار، أي بـ10,67٪ مقارنة بالمبلغ المتوقع بموجب قانون المالية التكميلي.

من ناحية أخرى، أشار فايد إلى أنه "دون الأخذ بعين الاعتبار مبلغ الجبائية البترولية واقتطاعات الضمان الاجتماعي، فقد بلغت نسبة الضغط الجبائي 23,15٪ سنة 2021، مقابل 23,82٪ في سنة 2020، أي انخفاض

كشفت وزير المالية، لعزیز فايد، أمس، أن مشروع قانون تسوية الميزانية لسنة 2021، والذي تم إعداده من منظور الإصلاحات المتعلقة بالتحكم في النفقات العمومية على المدى المتوسط، أظهر أن نسبة استهلاك نفقات الميزانية قباقت 91٪، مقارنة بتقديرات قانون المالية التكميلي لنفس السنة.

ع . ك

قال فايد خلال جلسة استماع بلجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، إن إنجازات نفقات الميزانية بلغت مبلغا إجماليا بـ7.925,23 مليار دينار، منه 5.450,44 مليار دينار لنفقات التسيير، و2.474,78 مليار دينار لنفقات التجهيز، أي بنسبة استهلاك بـ91,69٪ مقارنة بتقديرات قانون المالية التكميلي. وأوضح أن نفقات الميزانية عرفت ارتفاعا مقارنة بـ2020 قصد

"كتاب" بنك يمنح برجا بالعاصمة لاحتضان المؤسسات الناشئة

في انتظار توسيع المبادرة لتشمل ولايات أخرى؛

دورها الكبير في عصرنة وتطوير الخدمات المالية. وفي كلمة له، اعتبر المدير العام للصندوق الجزائري للمؤسسات الناشئة أن "هذا البرج سيكون له دور أساسي في تعزيز النظام البيئي لريادة الأعمال والابتكار في الجزائر"، مشيراً إلى أن المبادرة تأتي كجزء من مهمته الداعمة للابتكار ونمو المؤسسات الناشئة الجزائرية.

أما المدير العام للصندوق الوطني للتوفير والاحتياط فقد أكد بأن الاتفاقية تركز حرص الطرفين على تعزيز النمو المستدام للبيئة الريادية في الجزائر، من خلال توفير الدعم وتشجيع المؤسسات الناشئة في مراحلها المبكرة، الأمر الذي يساهم إيجاباً في النمو الاقتصادي بالجزائر.

ن.س

الناشئة يساعدها على الاستفادة من المرافقة والدعم بشكل أفضل، إلى جانب كونه واجهة لهذه المؤسسات على المستويين الوطني والدولي.

وأضاف أن هذا البرج سيكون بمثابة قطب تكنولوجي مؤكداً أنه سيتم توسيع هذه المبادرة لتشمل ولايات أخرى.

من جهته، ثمن فايد هذه المبادرة، مشجعاً باقي المؤسسات المالية على القيام بمبادرات مماثلة من شأنها خلق ديناميكية وبيئة مواتية للابتكار وريادة الأعمال، الأمر الذي يساهم إيجاباً في النمو الاقتصادي. وأبرز في السياق ذاته الأهمية البالغة التي تكتسبها المؤسسات الناشئة في تعزيز الاستثمار، وفتح آفاق العمل والفرص الجديدة خاصة لفئة الشباب. إلى جانب

المملوك لكتاب-بنك، بشكل حصري، تحت تصرف صندوق "أ أس أف"، قصد احتضان المؤسسات الناشئة.

ووفقاً للشروح المقدمة خلال مراسم التوقيع، فإن البرج رقم 17 يتكون من 17 طابقاً بمساحة إجمالية قدرها 10 آلاف م² ويحتوي على المرافق الضرورية والملائمة لنشاط المؤسسات الناشئة.

وزيادة على الفضاءات المخصصة لإيواء المؤسسات الناشئة، يشمل هذا البرج "العصري" مراكز للنمذجة K ومساعات المؤسسات الناشئة، إلى جانب المقر الجديد للصندوق الجزائري للمؤسسات الناشئة، ومساحات عرض وراحة.

وأكد وليد، أن الهدف من هذه الخطوة هو توفير فضاء مشترك خاص بالمؤسسات

تم توقيع اتفاقية بين الصندوق الجزائري للمؤسسات الناشئة "أ أس أف" والصندوق الوطني للتوفير والاحتياط، تقضي بتخصيص برج بالجزائر العاصمة لاحتضان المؤسسات الناشئة.

ووقعت الاتفاقية، من طرف المدير العام للصندوق الوطني للتوفير والاحتياط، سمير تمبراط، والمدير العام للصندوق الجزائري للمؤسسات الناشئة، عقبة حشاني، بحضور وزير المالية، لعزیز فايد ووزير اقتصاد المعرفة والمؤسسات الناشئة والمؤسسات المصغرة، ياسين المهدي وليد، وذلك على هامش معرض الإنتاج الجزائري بقصر المعارض (الجزائر العاصمة).

وسيتم تخصيص البرج رقم 17 الواقع في حي 554 مسكن الجوهرة (الحامة- بلوزداد)،

خلال لقاء بين وزير المالية والثقافة والفنون

مبادرات بشأن تمويل قطاع الثقافة لاسيما الصناعة السينماتوغرافية

بتوفير تحفيزات ضريبية ملائمة لاحتياجات الصناعة السينمائية، وهذا بهدف تشجيع الإبداع والإنتاج الثقافي، وخاصة السينمائي. كما تم التركيز على التسهيلات العقارية لقطاع السينما والتسهيلات في ما يخص العقار التابع لأمالك الدولة بالنسبة لقطاع السينما. كما تحدث الوزيران سبل اعتماد ميكانيزمات مبسطة تهدف إلى تخفيف الأعباء والإجراءات المتعلقة بأمالك الدولة بالنسبة للمؤسسات، أماكن التصوير والمنشآت الأخرى المرتبطة بتوزيع الأفلام. وركز وزير المالية على ضرورة "تحديد إستراتيجية ومخطط عمل قطاع الثقافة، لاسيما في مجال الإنتاج السينماتوغرافي والتمويل المرافق لهذه الإستراتيجية المقرر في مرحلة ثانية". وأج



آليات تسهل الوصول إلى الموارد المالية اللازمة لتطوير المشاريع السينمائية، بالإضافة إلى تعزيز التعاون بين المؤسسات المالية والفاعلين في مجال السينما. كما تطرق الطرفان إلى الوسائل التي تسمح

• كان اجتماع وزير المالية لعزير فايد بوزيرة الثقافة والفنون سورية مولوجي، أول أمس، حول تمويل قطاع الثقافة، لاسيما الصناعة السينماتوغرافية. ويندرج اللقاء بين الوزيرين "في سياق تنفيذ توجيهات وقرارات رئيس الجمهورية التي أسداها خلال مجلس الوزراء المنعقد بتاريخ 10 ديسمبر 2023؛ المتعلقة باستراتيجيات الدعم المالي والجبايي والعقاري المخصصة لقطاع الثقافة، مع التركيز على الصناعة السينماتوغرافية".

تطرق الوزيران خلال هذا الاجتماع إلى النقاط المهمة التي تهدف إلى تطوير وتعزيز الصناعة السينمائية، وهذا بحضور إطارات سامية من القطاعين. وتضمنت المواضيع الرئيسية التي تم التطرق إليها: تمويل الصناعة السينمائية من خلال



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger